

RAPPORT N° 2022/4-22
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 Septembre 2022

OBJET

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MADAME MARIE HELYETTE GOVINDIN POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE PARC DE LOISIRS DU BOCAGE SITUÉ A SAINTE-SUZANNE (SNACK BAR « CHEZ COCO »)

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

Madame Marie Hélyette GOVINDIN, résidant à Sainte-Suzanne, exerce actuellement une activité de snack bar sur le parc de loisirs du Bocage situé à Sainte-Suzanne.

Une autorisation temporaire lui a été accordée à compter du 1er décembre 2021 pour une durée d'un an. Elle a donc sollicité de la CINOR, le renouvellement de son autorisation d'emplacement, en vue de poursuivre son activité qu'elle exerce du lundi au dimanche de 08h00 à 18h00, dans un kiosque prévu à cet effet, qui occupe un espace de 18 m².

Sur l'aspect financier, le Conseil de la Communauté a approuvé la grille tarifaire actualisée pour l'occupation du Domaine Public Communautaire par des activités économiques, le 27 septembre 2012. Conformément à cette grille, la redevance mensuelle forfaitaire applicable est de **250 euros**.

Est joint en annexe de ce rapport, un projet de convention d'occupation précaire du Domaine Public à conclure avec Madame Marie Hélyette GOVINDIN. La durée proposée pour cette convention est **d'un an, soit du 1^{er} décembre 2022 au 30 novembre 2023**.

Il est à noter que Madame Marie Hélyette GOVINDIN est à jour de ses redevances.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Approuver la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs du Bocage à Madame Hélyette GOVINDIN, pour son activité de snack bar.
- Approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe.
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2022/4-22
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 Septembre 2022**

OBJET

RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DE MADAME MARIE HELYETTE GOVINDIN POUR UNE ACTIVITE DE TYPE SNACK BAR SUR LE PARC DE LOISIRS DU BOCAGE SITUE A SAINTE-SUZANNE (SNACK BAR « CHEZ COCO »)

ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/4-22 du Président

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220915-BC2022-4-22-DE
Date de télétransmission : 22/09/2022
Date de réception préfecture : 22/09/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la mise à disposition d'un emplacement sur le parc de loisirs du Bocage à Madame Marie Hélyette GOVINDIN, pour son activité de snack bar.

ARTICLE 2

D'approuver la convention d'occupation précaire et révocable du Domaine Public jointe en annexe.

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 15 (dont 3 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde **21 SEPT 2022**

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220915-BC2022-4-22-DE Date de télétransmission : 22/09/2022 Date de réception préfecture : 22/09/2022
--